

Copie de conservation et de diffusion, disponible en format électronique sur le serveur WEB du CDC :

URL= <http://www.cdc.qc.ca/prospectives/5/gregoire-5-3-1969.pdf>

Article revue Prospectives. Volume 5, Numéro 3.

\*\*\* SVP partager l'URL du document plutôt que de transmettre le PDF \*\*\*

# Et les facultés des Arts...

par Gilles-André GRÉGOIRE

C'ÉTAIT ÉCRIT. Dans un avenir relativement prochain, les facultés des Arts auront cessé d'exercer toute juridiction sur les enseignements secondaire et collégial.

Déjà la faculté des Arts de l'Université de Montréal a fait connaître son intention de ne plus inscrire d'étudiants de Collège I et II en 1969-1970; les institutions secondaires qui tombent encore sous sa juridiction ne relèveront plus d'elle dès 1970-1971.

La faculté des Arts de l'Université de Sherbrooke, bien que moins précise sur les dates, semble adopter une position qui voisine, du moins en principe, celle de la précédente.

Quant à la faculté des Arts de l'Université Laval, la plus ancienne, elle semblerait en mesure de bénéficier d'un sursis, d'une durée difficile à prévoir, qui lui permettrait cependant, de ne pas poser, dans l'immédiat, de gestes précis d'abandon de sa juridiction. Les institutions affiliées à cette faculté ne se font toutefois pas d'illusions; elles sentent bien que, surtout avec l'avènement de la réforme universitaire pré-

conisée par le Rapport Roy, leur faculté des Arts, dans sa forme actuelle, n'en a plus pour très longtemps.

Une autre page d'histoire de notre système scolaire en arrive donc à sa dernière ligne et l'on aurait tort, à mon avis, de fermer le livre avant de relire les derniers paragraphes d'une page aussi importante.

### La fin d'une longue confusion

Les facultés des Arts se situent aux premiers rangs des organismes scolaires le plus fréquemment décriés au cours des dernières années; elles ont reçu, de partout à la fois, leur bonne mesure de taloches; pas un quidam qui n'ait tenu sur leur compte ses petits propos agressifs souvent dictés par l'ignorance ou la mauvaise foi.

Mais, à l'heure des adieux tout proches, les coups de pied ne sont plus de mise. S'il y a un bilan à faire, il doit, dans une telle occasion, éviter l'acrimonie des procès d'intention au profit d'un examen objectif des faits observés.



Les facultés des Arts sont, depuis leur existence, la source d'une « magnifique confusion », selon le mot utilisé par monseigneur Marcel Lauzon, P.D., doyen de la faculté des Arts de l'Université Laval.

Sans revenir, dans le détail, sur la très longue histoire de cette confusion, citons pour mémoire, un texte bref qui résume assez bien la situation :

En 1852, lorsque l'Université Laval fut autorisée à conférer un baccalauréat ès arts, il semble bien qu'elle ait confondu la valeur du diplôme qu'elle pouvait conférer avec celle du baccalauréat français instauré par Napoléon. Diplôme pour diplôme, on crut qu'il n'y avait de différence que dans le nom et qu'on pouvait les utiliser comme couronnement de niveaux jugés identiques. Et comme les programmes de nos collèges classiques étaient assez semblables à ceux du nouveau système d'enseignement secondaire français, il faut admettre que les circonstances prêtaient facilement à cette confusion.

Mais dans le système anglo-saxon — et l'Université Laval avait obtenu sa charte de la reine d'Angleterre — le baccalauréat ès arts avait un tout autre sens que le baccalauréat français. Alors que ce dernier était un diplôme de fin d'études secondaires, donc à peu près l'équivalent de l'immatriculation du système anglo-saxon, le baccalauréat ès arts supposait trois ou quatre années d'études postérieures au cours secondaire et d'un niveau vraiment universitaire <sup>1</sup>.

On sait les efforts énormes accomplis par les collèges classiques pour donner aux dernières années de leur cours un contenu et des méthodes qui le rendent de niveau universitaire : séparation nette entre secondaire et collégial, création de cours optionnels, début de spécialisation, exigences accrues dans le choix du personnel et dans l'organisation matérielle (bibliothèques, laboratoires, etc.). L'élan donné par les facultés des Arts à cette opération ne constituait-il pas l'aveu implicite que le diplôme qu'elles octroyaient n'était pas, au point de départ, de calibre universitaire ?

Reproche fondé, reproche admis par les facultés des Arts elles-mêmes et, en conséquence, nécessité de mettre un terme à cette situation paradoxale, ce que le Rapport Parent ne manqua pas de faire par les diverses recommandations qu'il alignait à la suite du chapitre VI de son deuxième tome. En demandant aux universités d'abandonner le plus tôt possible tout enseignement général et professionnel au niveau pré-universitaire (recommandation 90), en rendant ce niveau distinct « du cours secondaire et de l'enseignement supérieur » (recommandation 83) et en le plaçant sous la juridiction du ministère de l'Éducation

1. *Rapport de la Commission du programme de la Faculté des Arts au Conseil universitaire*, Université Laval, janvier 1960, vol. 1, p. 53.

(recommandation 101), ledit Rapport faisait tomber, en quelque sorte, le rideau sur la juridiction qu'exerçaient les facultés des Arts sur certaines institutions d'enseignement collégial... à plus forte raison sur des institutions d'enseignement secondaire.

### Une fin en souplesse

Contrairement à ce que d'aucuns auraient pu parier, les facultés des Arts ne sont pas accrochées éperdument à leur rôle et à leur public; le rideau tombé, elles se sont préparées à quitter la scène de façon honorable, s'assurant auparavant que la pièce ne serait pas compromise par l'absence de doublures adéquates.

Il va sans dire, en effet, qu'on n'abandonne pas une aussi importante juridiction sans coup férir. Il fallait d'abord s'assurer que le ministère de l'Éducation était prêt à assumer ses nouvelles fonctions. Là-dessus, assez étrangement, ce dernier s'est montré plus rapide dans sa prise en charge du niveau collégial — qui lui échappait jadis en très grande partie — que dans celle du niveau secondaire où il possédait déjà un vaste champ d'action.

Un échange de lettres entre la faculté des Arts de l'Université de Montréal et le ministère de l'Éducation ne manque pas, à ce sujet, d'être fort révélateur.

Le 21 juillet 1966, monseigneur Pierre Décary, P.D., doyen de la faculté susdite, écrivait à l'honorable Marcel Masse, alors ministre d'État à l'Éducation, pour lui soumettre le problème en ces termes :

L'Université de Montréal, depuis avril dernier, a confié à un comité l'étude du problème du contrôle que la Faculté des Arts exerce présentement sur le cours secondaire classique dans les institutions affiliées. Il nous paraît assez évident que l'Université nous demandera d'abandonner ce contrôle et d'en remettre la responsabilité au ministère de l'Éducation, attendu que le Rapport Parent recommande que les cours du niveau secondaire et du niveau de l'Institut relèvent du ministère de l'Éducation... La Faculté des Arts est d'avis qu'un problème aussi sérieux doit être porté à votre attention. Il lui importe d'être renseignée sur les intentions de votre Ministère quant aux étapes et aux modalités de transport de juridiction sur l'enseignement classique <sup>2</sup>.

Ce texte n'est-il pas porteur d'une soumission active, respectueuse à la fois de la réforme entreprise

2. DÉCARY, Mgr Pierre, à l'Honorable Marcel MASSE, cité dans *Association des Institutions d'enseignement secondaire, Session générale des directeurs d'études sur le décloisonnement*, Beauport, Québec, 12, 13 et 14 mars 1968, p. 56.



et des institutions concernées? N'indique-t-il pas, on ne peut plus limpide, que, si la teneur de la décision de principe ne fait plus de doute, la volonté est là, claire et nette, de mettre cette décision en pratique selon des modalités appropriées?

Le 4 août 1966, le ministre Marcel Masse, répond à Mgr Pierre Décary, P.D., en le référant à une circulaire qu'il joint à sa lettre et dont voici les deux paragraphes les plus significatifs:

Précisément parce qu'il est conscient des exigences d'une véritable direction pédagogique dans un secteur comme l'enseignement classique, le ministère n'a pas voulu précipiter les choses et tirer dès cette année et sans discernement, toutes les conséquences qui peuvent découler, à cet égard, du règlement n° 1. Pour l'instant, il a semblé beaucoup plus sage de maintenir le statu quo, escomptant que les Facultés des Arts accepteraient d'assumer le « leadership » académique qu'elles ont exercé dans le passé... 3.

Donc, inopportunité d'un transfert immédiat de juridiction, d'où requête aux facultés des Arts de ne pas abandonner leurs responsabilités sur le secteur concerné.

À n'en pas douter, la situation transitoire dans laquelle se trouvaient ainsi placées les institutions ne constituait pas un facteur très positif de dynamisme; elle risquait même de devenir, à la longue, assez préjudiciable. Il n'en demeure pas moins que j'appellerais « accord raisonnable et réaliste » — les détracteurs diront: « lenteur et immobilisme » — cette entente momentanée entre deux parties également désireuses de faire triompher avant tout le bien des élèves inscrits à ce genre d'études et de réaliser ainsi une réforme qui soit vraiment à leur service. Il faut ici apprécier, à sa juste valeur, cette largeur de vue.

### Et l'accréditation ?

Les facultés des Arts cesseront donc, lorsque le moment sera venu, d'affilier des institutions d'enseignement secondaire et collégial. Ce faisant, elles atteindront le double objectif de mettre un terme à la confusion qui régnait et de transférer au ministère de l'Éducation des pouvoirs qu'elles n'assumaient, à tout prendre, que par suppléance. Personne ne son-

3. MASSE, Honorable Marcel, à Monseigneur Pierre DÉCARY, P.D., cité dans Association des Institutions d'enseignement secondaire, *op. cit.* p. 57.

gerait plus, me semble-t-il, à contester le bien-fondé de ce double objectif.

Une telle aventure aura pourtant un effet négatif beaucoup plus difficile à admettre. Je veux parler du régime d'accréditation que les facultés des Arts avaient implanté dans le secteur concerné et qui disparaîtra dès lors qu'elles le quitteront.

L'attachement qui subsiste encore en certains milieux pour les facultés des Arts m'apparaît tenir beaucoup à cette réalité: cesser d'être affiliées à une faculté des Arts c'est, pour nombre d'institutions, perdre une grande partie de leur liberté académique, la possibilité de se particulariser, le pouvoir d'exercer leurs propres contrôles, etc.

Mettons que leurs craintes, à ce sujet, n'aient pas de place au niveau collégial où, si ma vision des choses est conforme, les CEGEP jouissent déjà de privilèges à peu près identiques à ceux des « collèges classiques ». Qu'arrivera-t-il des institutions secondaires ? Seront-elles, sur ce point, les grandes perdantes du transfert de juridiction ? Le ministère de l'Éducation se souviendra-t-il que le Rapport Parent fait la recommandation non équivoque suivante:

Nous souhaitons qu'on puisse organiser rapidement pour l'enseignement secondaire le régime de l'accréditation des institutions. On pourrait s'inspirer de l'expérience en ce domaine des facultés des Arts de l'Université de Montréal et de l'Université Laval. Selon cette formule, un collège affilié est libéré de l'obligation d'administrer à ses étudiants des examens venant de l'extérieur, si son organisation répond à certaines normes: titres du personnel enseignant, qualité de la bibliothèque, des laboratoires, des autres installations et services requis 4.

De toute évidence, la meilleure façon d'instaurer un régime d'accréditation pour l'enseignement secondaire ne consiste surtout pas à en soustraire les seules institutions qui en bénéficiaient. Mais, d'ici à ce que les institutions en question obtiennent des garanties à ce sujet, on ne peut les blâmer de craindre que cette dimension qui leur semble essentielle ne soit laissée pour compte au cours de l'opération.

### Que conclure ?

Les facultés des Arts disparaîtront: cela ne fait aucun doute. Tôt ou tard elles céderont au ministère

4. Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la province de Québec, Tome II, paragraphe 236.

de l'Éducation des fonctions et pouvoirs qu'elles n'exercent encore que par procuration. Elles ne se retirent pas les mains vides et, malgré la confusion que perpétuait leur existence, il faut leur reconnaître le mérite incontestable d'avoir assumé, dans notre milieu, une direction pédagogique riche de contenu et de signification.

En cette occurrence, on ne peut que se réjouir du fait qu'elles aient adopté, en face des modalités et

des échéances de leur départ, une attitude de souplesse et de réalisme.

Les institutions affiliées ne manqueront pas de regretter leur faculté des Arts; elles seront, en conséquence, fort exigeantes pour leur successeur...

Et si le Ministère ne parvenait pas à assurer la relève selon des modalités appropriées, ces institutions demanderaient qu'on réinvente, sous une forme ou sous une autre, les facultés des Arts ! ●